

L'idéologie et la pensée sociale: l'intelligentsia et la crise du développement

Samir Amin*

J'emploie de préférence l'expression de pensée sociale (ou de théorie sociale) plutôt que celle de sciences sociales de manière à éviter l'amalgame entre les sciences de la nature et les analyses concernant la société. Je ne crois pas que ces dernières puissent nourrir l'ambition — illusoire — d'acquérir le même statut épistémologique que les sciences de la nature. D'ailleurs une science de la société qui accueillerait une puissance d'un degré comparable (cette puissance fut-elle toujours relative) serait une malédiction: elle permettrait de gérer la société comme on gère un troupeau animal, elle abolirait donc la liberté humaine. L'ambition de libération humaine et sociale et de maîtrise de la nature, encore une fois fussent ces deux objectifs relatifs, s'inscrit contre les prétentions d'une gestion s'autoproclamant rationnelle, adossée à une connaissance sociale elle-même également autoproclamée scientifique, objective et donc efficace.

Pourtant la pensée bourgeoise — celle que les critiques postmodernistes qualifient de pensée moderne — s'est toujours proposée de construire une science sociale à l'instar des sciences de la nature. Le système social qui a accompagné son déploiement — le capitalisme pour l'appeler par son nom — est selon elle l'expression des exigences de la rationalité — une rationalité qui est d'abord celle de son économie. Weber, aujourd'hui à la mode, a formulé avec une extraordinaire naïveté cette illusion à travers laquelle la société capitaliste se voit elle-même: le capitalisme est défini par lui comme le triomphe de la rationalité par le moyen de la libération du monde enchanté de l'irrationnel antérieur.

J'ai proposé depuis longtemps une autre lecture du contraste pensée antérieure/pensée moderne (capitaliste), fondée sur la dominance métaphysique propre aux sociétés antécapitalistes (que j'ai appelées tributaires) par opposition à la dominance de l'économique propre au capitalisme, mais non nécessairement à une société plus évoluée qui pourrait construire en réponse aux contradictions de l'économisme bourgeois, ce qu'on pourrait appeler la société socialiste.

En faisant de la nouvelle rationalité économique un absolu, la pensée bourgeoise légitimait la nouvelle organisation sociale et prétendait que

celle-ci était destinée à être fille éternelle de l'histoire comme on l'a encore écrit récemment, avec la même extraordinaire naïveté. Dans ce sens le Progrès avec une majuscule se substituait à Dieu pour fonder l'éternité du système.

En dépit de leurs limites, le capitalisme et la pensée bourgeoise ont représenté, dans la vision que je propose, un progrès (sans majuscule) dans un double sens. Ils ont placé au-devant de la scène des forces qui ont effectivement permis un prodigieux développement matériel des forces productives et donc un degré de maîtrise de la nature sans commune mesure avec celui atteint jusque-là (sans que cette maîtrise ne soit unilatéralement positive, puisqu'elle est simultanément devenue une menace pour la survie de la Planète). Simultanément ils ont créé, en libérant la pensée sociale de la dominance métaphysique antérieure, les conditions premières de la naissance du concept et de la pratique moderne de la démocratie, encore une fois celle-ci fut-elle limitée par la nature même du système. L'équation facile qu'on établit entre marché (substitut à la réalité capitaliste) et démocratie se fonde sur ce progrès réel et tangible.

La critique du capitalisme n'a de sens que dans la mesure où elle ouvre les yeux et les esprits sur ces limites de la pensée bourgeoise, où elle regarde le capitalisme à la fois comme une étape qualitative nouvelle de l'histoire et le moment du déploiement de contradictions nouvelles entre les ambitions libératrices qu'il a promues et son incapacité à les satisfaire à l'échelle de la société mondiale qu'il a façonnée. La critique du capitalisme se propose bien de dépasser le capitalisme, donc de dépasser la modernité si on lui substitue cette expression. Il lui faut bien aussi, pour cela, proposer d'autres règles d'organisation sociale, d'autres valeurs, une autre rationalité donc. Doit-elle pour le faire céder à son tour à la tentation de qualifier d'éternelle la rationalité de l'utopie créatrice qu'elle propose? Cela n'est pas nécessaire, à mon avis.

Mais la critique du capitalisme a-t-elle dépassé véritablement les limites de la pensée bourgeoise? La question véritable est là. La réponse à cette question ne peut être que nuancée du fait que cette critique reste inachevée, doit être poursuivie et s'enrichir des réponses aux défis nouveaux auxquels elle est confrontée par l'évolution même du capitalisme. Engagée d'abord sur le terrain des valeurs morales, la critique du capitalisme a franchi avec Marx une étape que je considère toujours comme décisive. Cela étant le marxisme s'est constitué progressivement depuis la II^e Internationale puis à sa suite la III^e Internationale, il a repris à son compte l'économisme de la pensée bourgeoise, cédé à l'appel de sa vision déterministe faisant des "lois de l'histoire" l'équivalent de celles qui s'imposent implacablement dans la nature, proposant — sous le vocable de socialisme — l'utopie d'une gestion rationnelle par la connaissance de ces «lois», abolissant par là même la dialectique de la liberté humaine. Bien que la critique du capitalisme reste

donc bel et bien inachevée, pour le moins qu'on puisse dire, il serait tout à fait injuste de réduire le marxisme à son expression à travers l'idéologie du soviétisme — qui me paraît depuis longtemps plus proche de la pensée bourgeoise que de celle de Marx.

La critique du capitalisme n'a donc pas attendu la critique à la mode qui nous est proposée aujourd'hui par les postmodernistes. Il s'agit donc de savoir si cette dernière critique apporte du nouveau. Pour ma part j'avancerai que le postmodernisme est un échec intellectuel qui, malgré ses prétentions, ne permet pas de dépasser le capitalisme, ni théoriquement, ni par le projet social qu'il pourrait inspirer. Cette critique est moins radicale que celle dont les germes essentiels ont été proposés par Marx.

Sans doute les exercices de «déconstruction» du discours par lesquels Lyotard, Derrida, Deleuze, Guattari, Foucault et Baudrillard ont préparé le postmodernisme (tel que les auteurs américains et Touraine en France l'ont proposé) n'ont pas été inutiles. Ils ont eu l'avantage de montrer le caractère métaphysique du discours bourgeois depuis les Lumières, et de son prolongement dans les courants dominants du socialisme, de dévoiler son essentialisme (c'est-à-dire son choix métaphysique, à la recherche de l'absolu), son économisme (tous les aspects de la vie sociale s'ajustent aux exigences de la rationalité économique), sa portée téléologique (les lois de l'histoire s'imposent d'une manière implacable et expriment le déploiement progressif du Progrès). Mais pour ceux qui n'ont jamais accepté l'essentialisme, l'économisme et la téléologie il ne s'agissait que d'une redécouverte des limites de la pensée bourgeoise, à mon avis déjà faite par Marx.

Les postmodernistes ont donc redécouvert que les Lumières n'ont pas libéré l'humanité. Cela va de soi dans l'interprétation de la pensée marxiste qui est la mienne, mettant l'accent sur l'aliénation économiste propre à l'idéologie bourgeoise (y compris dans ses versions prétendues socialistes) prenant le relais de l'aliénation métaphysique des systèmes antérieurs, en parallèle à la substitution de l'exploitation capitaliste prenant le relais de l'exploitation tributaire. Lorsque donc Lyotard écrit qu'Auschwitz et Staline expriment le fiasco du projet moderniste, il manque à sa phrase lapidaire le qualifiant de capitaliste. Car l'impérialisme, sa forme fasciste exacerbée, les guerres mondiales et les massacres coloniaux sont bien le produit de l'aggravation des contradictions du capitalisme, du conflit entre ses promesses libératoires et son incapacité à les tenir. Car le soviétisme lui-même, par sa vision économiste se proposant de «rattraper», que je qualifiais donc de projet d'un capitalisme sans capitalistes, avatar de l'idéologie bourgeoise, devait naturellement, comme le maoïsme l'avait prévu il y a 35 ans, conduire à un capitalisme «normal», ce que les événements des dernières années — en rien surprenant — ont confirmé.

Le postmodernisme, en situant sa critique en deçà de celle, plus radicale, contenue dans la pensée de Marx, ne s'est pas donné un équipement conceptuel qui permette de dépasser le capitalisme. Ses propositions restent de ce fait ambiguës et vagues. L'éloge non critique de la différence, la glorification de l'empirisme accompagnent facilement la gestion économiste conventionnelle, perpétuant les pratiques du capitalisme, toujours considéré en définitive comme l'expression éternelle de la rationalité. La voie est alors ouverte à des expressions idéologiques néoconservatrices communautaristes, conformes à la tradition de la gestion sociale anglo-saxonne, ou à la rigueur à des explosions nihilistes. Dans tous les cas il s'agit bien d'une idéologie confortante pour les privilégiés, les «satisfaits» dans l'analyse brillante de Galbraith.

Cela étant, l'insistance placée sur le besoin démocratique n'en est pas pour autant inutile. Au contraire, cette insistance pourrait constituer le moyen efficace d'amorcer de nouvelles avancées de la critique théorique et pratique du capitalisme. A condition évidemment que le concept de démocratie soit saisi dans toute son amplitude dynamique. Comme à un stade antérieur les luttes ouvrières ont approfondi la démocratie, on ne doit pas exclure que la poursuite du combat démocratique soit en mesure d'infléchir l'évolution dans un sens progressiste, souhaité d'ailleurs par tout un courant du postmodernisme. Je ne leur ferai donc pas un procès d'intention «évolutionniste», condamné à priori à l'impuissance. Car je prétends que le contraste «évolution = trahison»/«révolution = voie exclusive de la transition du socialisme», produit circonstanciel (associé à la conjoncture de la guerre mondiale et de la révolution russe), vrai sans doute dans les circonstances de l'époque mais absolutisé par la suite par le marxisme vulgaire, n'est pas une exigence logique de la critique radicale du capitalisme. Tout comme le rôle de la classe ouvrière, s'il a bien correspondu aux conditions objectives créées par le capitalisme à un stade antérieur de son évolution, il doit être révisé en fonction de l'évolution du capitalisme tant à l'échelle de ses formations sociales nationales qu'à celle du système mondial. L'éclipse des stratégies de la rupture révolutionnaire ne signifie pas que l'exigence de dépasser le capitalisme ait disparu. Elle signifie seulement que des stratégies nouvelles doivent être pensées, à la hauteur du défi des transformations du capitalisme lui-même.

La mode reste cependant au rejet du marxisme, amalgamé préalablement avec son avatar soviétique, accusé d'avoir «un pouvoir trop explicateur», c'est-à-dire de faire pencher la balance en faveur d'un déterminisme selon lequel tout ce qui arrive n'est pas seulement explicable mais encore le produit nécessaire des lois du capitalisme. L'accusation est, à mon avis, injuste à l'égard de Marx même si elle est justifiée à l'égard de beaucoup de marxistes.

La question du rapport entre l'économique et le non-économique (la politique et le culturel) n'en est pas réglée pour autant, ni par le marxisme tel qu'il a été développé jusqu'à ce jour, ni par les autres propositions théoriques, celles du postmodernisme incluses. L'idée économiciste que le culturel s'ajuste aux exigences de l'économique n'est pas une thèse de Marx, elle correspond plutôt aux perceptions dominantes de l'idéologie bourgeoise, des Lumières à nos jours. Mais en contrepoint, l'idée que les cultures constitueraient des noyaux durs invariants, mise à la mode par les culturalismes qui ont le vent en poupe, eurocentristes ou eurocentristes inversés (dont j'ai proposé une critique radicale), me paraît encore plus fautive et plus contredite dans la réalité, si l'on peut dire. La position moyenne, que la prudence impose peut être, n'en est pas pour autant satisfaisante. Comment fonctionne-t-elle? Or les sages qui ont adopté en apparence cette attitude (*in medio stat virtus*) ne nous ont pas aidé à améliorer notre compréhension. J'en prends pour exemple Weber, dont les thèses (notamment celle exprimées au sujet du rapport protestantisme-capitalisme) me paraissent peu convaincantes, voire faibles.

De la même manière la dynamique du conflit social, plus simple en apparence, reste l'objet de questions demeurées sans réponses décisives, dans la tradition marxiste elle-même. Par exemple comment une classe en soi devient-elle une classe pour soi? On sait qu'ici Lénine a fait quelques propositions qui sont apparues non marxistes à d'autres, en avançant que la théorie est un élément introduit de l'extérieur dans la classe ouvrière. Par exemple comment se constitue l'intellectuel organique de Gramsci? Bien entendu une avancée sur le terrain que ces questions posent suppose une avancée sur celui de la compréhension du rapport entre les instances: économique, politique et culturelle. On peut donc ici également, par prudence, rester sur le terrain solide des faits et constater que les "acteurs sociaux" comme on dit maintenant sont divers, que leurs projets explicites ou implicites sont partiels, se situent dans des domaines différents par nature, qu'on ne sait donc pas à l'avance s'ils sont conflictuels ou complémentaires, possibles ou irréalistes, et que donc le résultat de leurs confrontations est inconnu à l'avance. Dit de cette manière la proposition est un truisme. En tirer la conclusion que les «mouvements sociaux», toujours pris au pluriel, constituent les forces du changement et que, pour autant que ces mouvements traduisent les aspirations réelles de groupes humains, ils doivent être également respectés, par esprit démocratique, voire soutenus ne me paraît pas convaincant. Pourquoi le devraient-ils si l'on ignore à quoi ils conduisent? Pourquoi éliminerait-on la possibilité de leur manipulation par des pouvoirs en place. Une bonne partie des revendications ethniques de notre époque me paraissent relever de ce genre de manipulation des pouvoirs préoccupés par la gestion de la crise, non par sa solution. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes peut de ce fait devenir le moyen par lequel ces pouvoirs pourraient bien réduire la liberté des peuples en question et non

la promouvoir. Il y a donc, derrière «l'activisme au service des mouvements» (ou l'approche dite fondée sur l'analyse des acteurs sociaux), un risque de préjugé anti-théorique pas moins dangereux que celui, opposé, du préjugé théorique dogmatique.

Les sciences sociales constituent un ensemble peu intégré de connaissances et de méthodes d'analyses de la réalité sociale dont les statuts épistémologiques sont hétéroclites.

Dans le domaine de l'économie la préoccupation de gestion, dominante, a imposé à la science du même nom un agenda de questions particulières, un choix des données significatives et des méthodes de lecture de la réalité parfois relativement efficaces du point de vue de la conduite des actions gestionnaires recherchées. Mais alors la science dite économique implique un choix idéologique sous-jacent qui légitime cette gestion et donc le système social — le capitalisme — qu'elle perpétue. De ce fait cette science ne s'intéresse pas aux questions plus fondamentales qui concernent le changement social et le mouvement de l'histoire, qu'elle relègue à l'imagination libre de la pensée considérée par elle comme non scientifique.

Marx a cherché — et est parvenu à mon avis — à dévoiler l'aliénation propre à la société capitaliste qui fait que des «lois économiques» s'y imposent «comme» des lois de la nature, donnant par la même à la gestion du système une certaine efficacité possible. Il a transféré les questions posées de ce domaine étroit à celui justement plus large du changement social. Cela n'a pas empêché que se constitue une tradition marxienne d'analyse de l'économie capitaliste voisine de l'économique par la définition des problèmes qu'elle pose.

Par ailleurs la critique radicale du capitalisme proposée par Marx n'abolit pas les questions relatives à la gestion sociale d'une société libérée de l'économisme, ni celle concernant la transition à celle-ci. Ces questions se sont imposées dès lors que des mouvements sociaux révolutionnaires ont conquis le pouvoir politique et se sont proposés de construire le socialisme. L'ambiguïté de leur projet — socialisme ou rattrapage du capitalisme avancé — dû aux conditions objectives, est sans doute à l'origine des choix concernant la gestion de cette transition (la gestion administrative se substituant à l'abolition du marché). La légitimation de ces choix par la rationalité (construire une société gérée par la Raison scientifique), typique de l'idéologie bourgeoise, avait déjà soulevé les critiques qu'Engels avait adressées à la social-démocratie allemande (en qualifiant son projet de «capitalisme sans capitalistes»). Or ces questions restent posées du fait que, selon moi, la polarisation mondiale inhérente au capitalisme implique des stratégies longues de la transition confrontées à la double tâche, contradictoire en partie, de développer les forces productives et de construire d'autres rapports sociaux. Le débat sur ces stratégies, et notamment sur leur

dimension économique (la gestion sociale du marché), reste donc tout à fait ouvert.

La pensée sociale ne peut donc être réduite aux dimensions dans lesquelles l'économisme l'enferme. Mais comprendre la société dans la totalité de son mouvement ne peut être séparé de la volonté d'en orienter l'évolution dans un sens ou un autre. Idéologie (système des valeurs sous-jacent au projet sociétaire défendu) et science (connaissance des fonctionnements objectifs qui modulent le changement) sont ici inséparables. Par exemple le concept de développement est, selon moi, un concept idéologique défini par le projet sociétaire auquel le développement en question prétend conduire; il doit être distingué, comme je tente de le faire, de la réalité du monde moderne qui est commandée non par le développement, mais par l'expansion du capitalisme. L'amalgame pratiqué par les idéologues, politiciens et gestionnaires du développement en question, exprime en fait le choix capitaliste sous-jacent de leur projet. Autre exemple: les féministes ont parfaitement dévoilé le fondement idéologique de la prétendue science sociale dominante. Elles ont montré comment, par la définition des problèmes (ce qui serait important et ce qui ne le serait pas) et le choix des méthodes associés à celle-ci, cette science élude de son champ la question qu'elles posent, parce que le projet social sous-jacent à cette science se propose de perpétuer le patriarcat.

Les réflexions qui précèdent inspirent à leur tour une distinction claire qu'il faut faire entre les penseurs sociaux en fonction du projet social qui les anime. Pour les uns — les «satisfaits» de Galbraith — notre société n'a besoin que de gestionnaires (du capitalisme, fut-il compris dans un sens qui n'exclut pas une évolution qu'ils souhaiteraient favorable — à définir bien sûr). Au-delà l'utopie devient danger public selon eux. Pour les autres, notre société a surtout besoin d'une pensée critique, apte à mieux comprendre le fonctionnement du changement pour en orienter le mouvement dans des directions qui libèrent des aliénations du capitalisme et de leurs conséquences dramatiques. Pour ce qui concerne la grande majorité de l'humanité — les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ce besoin est vital, le capitalisme réellement existant étant pour eux synonyme de sauvagerie.

La distinction proposée sépare donc ceux que j'appelle les fonctionnaires des appareils idéologiques du pouvoir d'une part, de l'intelligentsia d'autre part. Celle-ci n'a de portée que dans la mesure où elle est critique, compétente au sens qu'elle est capable, à travers une relation permanente théorie-pratique, d'inspirer une action libératoire.

Vu sous cet angle le jugement qu'on peut porter sur les intellectuels du tiers monde (et donc de l'Afrique) doit être fondé sur l'analyse du rapport entre les défis que l'expression capitaliste réellement existante pose à leurs

peuples et les directions d'action qu'ils inspirent. Je reviendrai concrètement plus loin sur la lecture de ce jugement que je propose.

A l'heure où la critique du développement est à l'ordre du jour, il est bon, me semble-t-il, d'examiner la nature des critiques qui lui sont adressées, le jugement porté sur les théories, concepts et pratiques associées au déploiement du projet de développement de l'après-guerre, désormais en crise, les nouvelles méthodes d'analyse et les stratégies suggérées par ces critiques.

Les critiques du développement se partagent entre deux tendances de pensée. Pour les uns, en gros le développement tel qu'il s'est déployé — fut-ce inégalement bien entendu — au cours des «belles décennies» des années 50 et 70, reste largement positif. Mais il est en panne et il s'agit de remettre la machine en marche. Panne due principalement à la crise générale qui frappe les centres développés pour les uns, aux erreurs des politiques de développement — trop nationalistes et par là même en conflit avec les exigences de la mondialisation — pour les autres, à une conjonction de ces deux développements. Comme on le voit, pour ces critiques, développement reste synonyme d'expansion capitaliste mondialisée, dont il serait comme le produit naturel, même si, évidemment, pour certains d'entre eux cette expansion a besoin d'être encadrée, voir corrigée par des politiques adéquates. Ces critiques restent donc dans le champ de la réflexion des gestionnaires. Pour d'autres par contre le développement en question est en crise parce qu'il n'a pas produit ce qu'il promettait; il s'est soldé par une répartition des revenus de plus en plus inégale entre les sociétés de la planète et à l'intérieur de celles de la périphérie, aggravant les phénomènes de paupérisation et d'exclusion sociale au lieu d'intégrer d'une manière toujours plus large et plus solide l'ensemble des salaires populaires, comme il s'est soldé par un gaspillage dangereux des ressources non renouvelables et par une destruction dramatique de l'environnement. Ces critiques se situent donc dans le champ de la préoccupation qui est la nôtre. Aussi est-il utile de rappeler que la critique du développement n'a pas attendu la crise des années 1980 pour s'exprimer. Il est donc nécessaire de revoir aujourd'hui ce que les critiques du développement disaient hier de celui-ci, à l'époque de son déploiement triomphant.

Bien entendu les critiques adressées aujourd'hui aux critiques du développement d'hier sont de nature et de portée diverses et on ne peut pas les réduire à quelques propositions générales, sauf à défigurer le sens des débats en cours. J'essaierai donc d'éviter les simplifications outrancières. Il reste qu'il me paraît que fréquemment nos critiques résument à leur manière les thèses qu'ils réunissent sous l'appellation générale de néomarxisme des décennies précédentes, qui serait lui-même en crise selon eux. Nos critiques d'ailleurs ont le plus souvent appartenu à l'une ou l'autre de ces «écoles

néomarxistes» et, pour certains, leur critique-autocritique reste motivée par les mêmes soucis qui ont été les leurs dans le passé.

Dans cette présentation fréquente, les écoles néomarxistes sont à leur tour classées sous trois rubriques principales: l'école des modes de production, l'école de la dépendance, l'école du système monde. Bien que les analyses soient ici évidemment nuancées et diverses selon leurs auteurs, j'avoue que je partage en grande partie les critiques les plus fréquentes faites à ces écoles néomarxistes. Par exemple que le raffinement sans fin sur les modes de production traduit une préoccupation — je dirai presque une déformation — académiciste de nature plutôt à éluder les questions véritables qu'à mieux les éclairer. Par exemple que les théories développées dans le cadre de la dépendance ou du système monde ont parfois été mécanistes, economicistes, déterministes, etc. En dépit de ces critiques je ne crois pas utile de jeter le bébé avec l'eau du bain en revenant sur ce qui me paraît être des acquis importants du néomarxisme en question, entre autre la préoccupation de relier le national et le mondial, dont toutes les évolutions ultérieures ont démontré qu'elle était vitale et corrigeait les visions naïves sur ce terrain soit de la pensée bourgeoise, soit du marxisme dominant. Cela étant je ne me reconnais dans aucune de ces «écoles» (cf ma critique in: *Capitalisme et Système monde*) et je ne suis certainement pas le seul dans ce cas, ce qui montre une fois de plus les limites artificielles de ce type de classement. Les préoccupations qui ont toujours été les miennes, relevant du matérialisme historique pris dans sa totalité, mettant l'accent sur la lecture de l'histoire et du passage au capitalisme, la critique de la vision economiciste et eurocentrique des métathéories dominantes dans ces domaines, traduisaient pour le moins un souci d'éviter ce qui est reproché aujourd'hui aux écoles néomarxistes, parfois à juste titre, à savoir l'économisme, l'essentialisme (et la lecture scolastique et dogmatique du marxisme qui lui est souvent associée) et le téléologisme (particulièrement marquant dans le marxisme vulgaire du soviétisme).

Mais l'essentiel dans ma critique de la critique se situe au-delà de ces terrains dit théoriques. Car la pensée sociale est inséparable de l'action qu'elle inspire. Je préférerais donc, pour ma part, lire — et relire — les analyses et les propositions faites dans le cadre des critiques néomarxistes du développement en situant le rapport théorie-politique qui leur était sous-jacent dans l'ambiance du moment où elles ont été formulées. C'est ce que j'ai proposé dans une relecture récente «du déploiement et de l'érosion du projet de Bandoung» (in: *itinéraire intellectuel*), mettant l'accent sur les questions posées à la réflexion théorique par les enjeux des conflits sur le terrain de la réalité. Dans cette optique il est impossible d'oublier ce qu'ont été les formulations du soviétisme, les contre-propositions du maoïsme, les ambiguïtés du nationalisme populiste radical du tiers monde, dont malheureusement on ne retrouve pas le fil conducteur dans la plupart des

critiques d'aujourd'hui de la critique du développement d'hier. Je le déplore et avance que cette insuffisance grave exprime le caractère largement académiciste de ces critiques. Cette insuffisance exprime également, à mon avis, le revirement à 180 degrés de beaucoup d'intellectuels de la gauche occidentale, passés d'un tiers mondisme naïf qui leur était propre à un repliement presque anti-tiers monde et pro-impérialiste aujourd'hui.

L'argument principal qui est avancé dans cette autocritique du tiers mondisme est que la diversité des évolutions interdit la poursuite d'un discours globalisant sur le capitalisme mondial, le contraste centres-périphéries, l'impérialisme, etc. qui aurait été l'erreur fatale du marxisme, néomarxisme inclus. Cette diversité appelle nécessairement la nuance, la prise en considération sérieuse des conditionnements internes propres à chaque société (conditionnements particuliers opérant à tous les niveaux, économique, politique et culturel) qui commandent à leur tour l'évolution — progressive ou régressive — dans le système mondial. Dit de cette manière l'argument n'est, pour moi, qu'un truisme. A aucun moment les analyses proposées par moi-même et d'autres n'ont prétendu que l'expansion mondiale du capitalisme rabotait les différences. Au contraire tout l'effort consistait à analyser la nature et la portée des différenciations que cette expansion accuse, précisément du fait de l'interaction du général-mondial et du particulier-nation. La reconnaissance de la diversité, laquelle n'est en rien surprenante, ne supprime pas l'exigence d'une reconnaissance parallèle du général, à défaut de quoi la diversité perd son sens. La question véritable que pose la diversité est autre, et souvent mal vue par les critiques en question; la modernisation dans le capitalisme permet-elle le «rattrapage», c'est-à-dire l'annulation de la polarisation mondiale? Cela dépend-il, si la proposition est vraie, des conditions nationales internes?

A cette question deux réponses divergentes, explicites ou implicites, sont données aujourd'hui comme hier. Oui disent les uns. Non, disent les autres (j'appartiens à ce groupe); la polarisation prend de nouvelles allures, en consonance avec les caractéristiques de l'étape nouvelle du capitalisme, qui sont différentes de celle de l'essor de l'après-guerre (1945-1990).

D'autres critiques se situent d'emblée en dehors de la tradition marxiste, ou néomarxiste, avec laquelle elles proclament leur rupture. La critique postmoderniste évolue dans cette orbite. En réalité on peut même dire que les postmodernistes ne s'intéressent pas au tiers monde, dans lequel ils ne voient guère que des pays en «retard», conformément à la vision bourgeoise d'hier et d'aujourd'hui. Les extrapolations auxquelles quelques uns d'entre eux se livrent, étendant aux «mouvements sociaux» de la périphérie les caractères qu'ils attribuent à ceux du monde développé sont, à mon avis, fantaisistes. Ces mouvements n'expriment pas un refus de la modernité; ils sont au contraire le produit d'une modernisation avortée, propre au capitalisme périphérique.

Les stratégies de développement prétendument nouvelles qu'on avance en les habillant souvent trop vite de vêtements neufs, restent ambiguës et peu convaincantes. L'insistance sur la démocratie, à laquelle le discours contemporain est devenu sensible, presque unanimement, n'est certes pas un fait négatif. Bien au contraire cette insistance devrait permettre de renverser quelques préjugés erronés, mais courants, notamment celui selon lequel la démocratie viendrait d'elle-même après que le développement ait porté ses fruits. Pour ceux qui, comme moi et d'autres, considèrent le développement comme un terme rapide désignant un projet social progressiste, la démocratisation de la société est par définition un élément constitutif nécessaire au développement sans lequel l'objectif de libération et d'exercice réel du pouvoir par le peuple devient rhétorique creuse. Mais il ne suffit pas de se rallier à ce point de vue pour croire que la question soit réglée. Il faut aussi analyser comment concrètement le capitalisme périphérique constitue un obstacle objectif à la démocratie (et c'est pourquoi le préjugé antidémocratique n'a pas été seulement celui des technocrates dits socialistes mais également des pouvoirs ouvertement capitalistes), admettant par là même que le développement est en conflit avec les exigences de l'expansion capitaliste. Il faut enfin être capable de formuler des programmes d'action concrets associant la démocratisation au progrès social et oser mettre en oeuvre des politiques efficaces dans cette perspective, au risque d'entrer en conflit avec les tendances de l'expansion capitaliste (c'est ce que j'appelle la déconnexion).

D'autres éléments de stratégie mis à la mode sont certainement par eux-mêmes d'une importance indéniable; le progrès de la libération des femmes, le souci culturel, le souci écologiste par exemple. Combien néanmoins les discours produits sur ces terrains demeurent ambigus et superficiels! Les agences du développement ont développé dans ces domaines d'extraordinaires capacités à changer le langage sans jamais remettre en cause les pouvoirs en place. On parle ainsi des femmes dans le développement, du respect des valeurs culturelles, d'un «développement soutenu» (*sustainable*) sans que — sauf rarement — on se soit donné la peine d'analyser au préalable les rapports que l'expansion capitaliste entretient avec le partage des rôles masculins et féminins, ou avec les valeurs culturelles en question, ou avec la reproduction des conditions naturelles de la production. Les questions complexes à l'extrême qu'un projet de développement libérateur pose dans ces domaines ne peuvent pas être éludées avec cette arrogance, bien caractéristique des gestionnaires du développement. Ici encore le rapport entre l'universel (et notamment donc l'objectif universaliste de transformation nécessairement à l'échelle mondiale) et le particulier (qui définit les étapes de la transition) constitue un ensemble de difficultés théoriques et pratiques que la rhétorique superficielle de ces gestionnaires a évacué sans vergogne.

Dans ces conditions, les éléments de stratégie proposés, avancés en ordre dispersé, risquent fort de n'être que des éléments de politiques de gestion de la crise et non d'une sortie de celle-ci. Une gestion qui d'ailleurs n'hésite pas le cas échéant à recourir à la manipulation de ces propositions-slogans au bénéfice des pouvoirs en place.

Je propose donc de lire ce que furent les analyses et les stratégies avancées par l'intelligentsia du tiers monde et de l'Afrique en particulier au cours des décennies précédentes d'une manière qui permette de relier ces analyses et stratégies aux enjeux réels des combats de libération de l'époque. Je me propose également d'intervenir de la même manière dans le débat concernant les transformations en cours à l'échelle du système mondial et des systèmes africains, comme de suggérer ce qu'on peut en déduire au plan des enjeux nouveaux et des stratégies appropriées.

J'ai proposé de lire le demi-siècle de l'après-guerre (1945-1990) comme une phase longue d'expansion capitaliste forte assise sur trois piliers: le compromis national social démocrate en occident développé, le projet soviétiste de rattrapage dans la déconnexion à l'Est, le projet national bourgeois de développement dans le tiers monde que j'ai qualifié de projet de Bandoung (cf *l'Empire du chaos, Itinéraire intellectuel*). L'érosion graduelle puis l'effondrement des systèmes fondés sur ces bases a ouvert une phase de crise structurelle longue, à l'échelle mondiale, tandis que l'approfondissement de la mondialisation, à l'origine de l'érosion des systèmes désormais tous dépassés, définit les formes nouvelles de la polarisation capitaliste mondiale et donc les défis nouveaux auxquels les combats de libération sont confrontés.

Dans cette perspective les analyses et stratégies proposées par l'intelligentsia du tiers monde et de l'Afrique au cours de l'après-guerre doivent être relues comme les expressions de ce que j'ai appelé «le déploiement et l'érosion du projet de Bandoung». Il s'agissait d'un projet de modernisation nationale bourgeois, de construction d'économies nationales relativement autocentrées et industrialisées, s'inscrivant dans une interdépendance mondiale contrôlée (et non dans une déconnexion à la soviétique). Bien entendu les variantes de ce projet ont été diverses, en fonction de données internes, notamment au degré de radicalisation du front de libération anti-impérialiste, comme également les résultats de libération anti-impérialiste, comme également les résultats obtenus, en termes d'industrialisation efficace et de capacité compétitive, ont été inégaux, en fonction des données internes et externes. L'axe de clivage essentiel qui a partagé tout au long de ce demi-siècle les camps principaux dans les débats du tiers monde et de l'Afrique a été défini, selon moi, par la question suivante: ce projet était-il viable, c'est-à-dire permettait-il de mettre en place effectivement des sociétés capitalistes nationales modernisées s'inscrivant dans l'interdépendance mondialisée comme des partenaires «rattrapant» leur

retard? Ou bien il était utopique dans ce sens que l'objectif aurait exigé une radicalisation du projet et le dépassement de sa logique capitaliste? Pour les uns donc la bourgeoisie nationale avait encore un rôle historique à remplir, pour les autres cela était une illusion appelée à s'effriter rapidement. Les premiers ont constitué le camp de ce qu'on peut appeler les «développementalistes»; les autres (dont moi-même) celui de la critique maoïste de l'illusion nationale bourgeoise. Je crois que l'histoire a fini par nous donner raison.

Aujourd'hui donc le défi doit être défini de manière nouvelle, à partir des positions acquises au terme des «décennies du développement» comme on dit et des caractères nouveaux de la mondialisation.

Je propose donc d'analyser la diversité de l'ex-tiers monde à partir du critère de la capacité compétitive des différents partenaires du système. Sur cette base les périphéries apparaissent clairement classifiables en deux groupes distincts: celles dont les productions manufacturières ont acquis une compétitivité sur les marchés mondiaux et celles qui, qu'elles soient toujours non engagées dans l'industrialisation ou que leurs industries soient encore loin d'être potentiellement compétitives, restent enfermées dans l'exportation de produits de base, c'est-à-dire dans une division du travail dépassée.

Le premier groupe (Asie de l'Est, Amérique latine, à un moindre degré Inde et Asie du Sud-Est) que les gestionnaires du développement considèrent comme réellement «en voie de développement» c'est-à-dire de rattrapage, constituent à mon avis les véritables périphéries du nouveau système mondial en construction. Leur industrialisation ressemble à un gigantesque système de *putting out* — de sous traitance — contrôlé par les centres mettant en oeuvre ce que j'appelle les cinq nouveaux monopoles par lesquels s'exerce l'effet de polarisation à leur bénéfice exclusif (les technologies nouvelles, le contrôle des flux financiers, le contrôle de l'accès aux ressources naturelles du globe, la manipulation médiatique, le monopole des armes de destruction massive).

Le second groupe (toute l'Afrique, Afrique du Nord et Afrique du Sud inclus), qu'on appelle parfois le «quart monde» est appelé à être davantage marginalisé dans le nouveau système mondial.

Les idéologies et stratégies proposées par les pouvoirs dominants constituent le moyen par lequel ceux-ci s'appliquent à gérer la crise de ce système nouveau en construction. Cette gestion met en oeuvre des discours parcellaires juxtaposés, légitimés en ordre dispersé par des arguments de statuts divers, notamment d'apparence moraux, qu'elle récupère à son profit de cette manière. Au nom de la mondialisation et de l'inadéquation du concept dépassé de nation par exemple on tente de justifier le diktat à peine déguisé derrière le drapeau des Nations Unies, de démanteler les Etats de la périphérie pour les réduire à des Etats croupions incapables à offrir de résistance à l'assaut de la mondialisation du marché (on mobilise à cet effet

par exemple la défense des minorités, etc.). Au nom de la privatisation on s'emploie à renforcer l'efficacité des monopoles technologiques et financiers et d'empêcher les Etats de la périphérie de se défendre sur ces terrains. Au nom de l'environnement on accuse le monopole dans l'accès et le gaspillage des ressources du globe. Au nom de la démocratie — manipulée — on donne un droit d'intervention illimité, etc.

L'intelligentsia, notamment dans le tiers monde et en Afrique, doit «déconstruire» ces discours et dévoiler leur rapport aux objectifs tactiques et stratégiques de gestion de la crise. Mais cela ne peut être fait avec succès tant qu'on s'accroche aux formules anciennes, dépassées par le défi renouvelé de la mondialisation. Il faut donc ici s'emparer des thèmes progressistes et démocratiques que l'épuisement des modèles de la phase de l'après-guerre a replacé au-devant de la scène pour radicaliser la réflexion et l'attention fondée sur eux.

A défaut, si l'intelligentsia ne tient pas son rôle dans ces domaines, les ripostes spontanées inadéquates des peuples victimes de la nouvelle polarisation mondiale continueront à se déployer et à être mobilisées par les pouvoirs dominants pour gérer la crise. J'ai à l'esprit ici les forces centrifuges ethnicistes et communautaristes, comme les repliements culturalistes passéistes, religieux notamment, à l'oeuvre, dont les effets dévastateurs, particulièrement dans le quart monde en désarroi, ont pris une ampleur dramatique.

A ces idéologies et stratégies de gestion de la crise, l'intelligentsia doit répondre par sa contribution positive à la cristallisation d'alternatives de sortie de la crise. Sans proposer ici des recettes toutes faites je rappellerai quelques uns des linéaments de ce qui me paraît pouvoir contribuer à reconstituer à la fois des stratégies efficaces de sortie de la crise et les bases d'un internationalisme des peuples, faisant face aux appétits mondialistes du capital. Ces propositions appellent des interventions à tous les niveaux, des bases élémentaires aux Etats, aux régions et au système mondial.

Elles impliquent certes la constitution — fut-elle progressiste — de fronts anticompradores dans les périphéries (les alliances sociales compradores étant justement celles qui s'inscrivent dans le projet capitaliste de la mondialisation nouvelle).

Mais elles impliquent également des actions visant à reconstituer des Etats à la hauteur du défi. Or pour combattre les cinq monopoles identifiés plus haut il est indispensable que soit constitué, dans le cadre de grandes régionalisations, un pouvoir économique, politique, culturel et militaire à la hauteur des défis. Les objectifs de démocratisation, de liaison de celle-ci à des avancées sociales au bénéfice des classes populaires, de respect de la diversité ethnique, religieuse et autre mais en même temps de promotion d'espaces multiples sur ces plans, peuvent constituer le tremplin pour cette reconstruction nécessaire. En Afrique les thèmes du panafricanisme et du

panarabisme, entrés en déclin du fait même des succès du «développement» mis en œuvre dans la phase précédente, devraient aujourd'hui, alors que les illusions de ce passé se sont effondrées, trouver un nouveau départ.

Enfin à l'échelle du système mondial le combat devrait s'assigner l'objectif d'une reconstruction fondée sur l'articulation négociée des grands ensembles régionaux à la hauteur des défis. Cette reconstruction concerne bien entendu l'économique, c'est-à-dire l'articulation des échanges, la définition de leurs modalités et l'intervention d'institutions nouvelles, monétaires et financières scientifiques et technologiques, commerciales, dans le domaine de l'environnement (se substituant au FMI, à la Banque mondiale, au GATT, à l'accord sur les brevets, etc.). Mais elle concerne également l'organisation politique et implique de ce fait une renégociation du rôle des Nations Unies. C'est ce que j'ai appelé la stratégie nouvelle de déconnexion et de multipolarité.

Ces propositions seront facilement qualifiées d'utopiques. Elles le sont dans le sens banal du terme dans la mesure où les évolutions en cours ne sont pas engagées dans ces directions, c'est-à-dire dans la mesure où les forces sociales, politiques et idéologiques réellement existantes et actives n'agissent pas dans ces directions. Mais elles ne le sont pas au sens que l'amorce d'une évolution dans leur sens engendrerait le cercle vertueux d'un mouvement faisant boule de neige. Il s'agit donc d'une utopie créatrice au bon sens du terme. Dans ce sens je dis «vive l'utopie». D'ailleurs, à défaut, les peuples répondent au désarroi par la réanimation d'autres utopies. Le succès de l'interprétation fondamentaliste des religions répond à ce besoin. Or il s'agit là d'utopies dangereuses par le passéisme qui leur est nécessairement associé, par ailleurs d'utopies inefficaces dans le sens que, situées sur le terrain faux du culturalisme sur lequel elles se fondent, ces utopies religieuses s'accompagnent sans problème d'une capitulation totale face aux exigences de la mondialisation capitaliste dans le domaine de la gestion économique.

Bien entendu les critiques qui qualifieront d'utopique le projet que je défends s'emploient à répéter «qu'il n'y a pas d'alternative». Ce syndrome de TINA (en anglais *There is no alternative*) doit être combattu, comme absurde et criminel. Il y a toujours des alternatives; c'est là le contenu même du concept de liberté humaine. Il est amusant de voir que les gestionnaires qui rejettent par exemple le marxisme sous prétexte de son insistance déterministe proposent ici un déterminisme vulgaire et absolu. De surcroît le projet qu'ils défendent avec cet argument — la gestion du système mondial par le marché — est lui véritablement une utopie, réactionnaire et criminelle, appelée de toute manière à être intenable tant elle est explosive.

L'intelligentsia a, dans la conjoncture nouvelle, des responsabilités redoutables. Au cours des phases antérieures de l'histoire de l'Afrique, à l'époque de la lutte de libération nationale puis durant les «décennies du

développement», elle a rempli ses obligations assez honorablement. Des institutions comme l'IDEP à son époque, le Forum du Tiers Monde, le CODESRIA, ont été aux côtés de nombreux universitaires engagés, des centres de débats vivants, riches et utiles pour les forces de progrès. Certes leur tâche était facilitée par le fait que l'intelligentsia pouvait alors s'adosser soit aux partis de la libération nationale, soit aux forces progressistes associées à la construction issue de l'indépendance reconquise, c'est-à-dire à des forces sociales et politiques organisées et réelles. Mais en même temps ces associations ont parfois constitué la base d'illusions dangereuses et de régressions ultérieures qu'elles ont entraînées.

Aujourd'hui la conjoncture est différente. Les classes dirigeantes — indûment qualifiées «d'élites» — justifient leur ralliement au projet du capitalisme mondialisé, qui subordonne leurs peuples, par «l'afro-pessimisme» qu'elles partagent avec les gestionnaires du développement dans le système mondial. Séparées de ces fausses élites, les classes populaires se défendent comme elles le peuvent et font parfois preuve de beaucoup de créativité dans leur combats quotidiens pour la survie. L'intelligentsia, elle, paraît absente de la scène. Il faut qu'elle y reconquiert sa place.

Bien entendu la crise ne sera surmontée que si se reconstituent des forces politiques populaires et démocratiques capables de devenir hégémoniques dans la société. Mais il n'y a pas d'hégémonie efficace sans idéologie et stratégie capables de la servir. Et sur ce plan la responsabilité de l'intelligentsia est grande; il lui appartient d'établir entre la réflexion qu'elle peut nourrir et les aspirations et actions des classes populaires les liens sans lesquels l'un et l'autre des partenaires resteront orphelins.

Bien entendu également, à ce stade premier de la reconstruction, la question n'est pas celle de la conquête immédiate du pouvoir d'Etat. Elle est de reconstruire d'abord le pouvoir social des classes populaires érodé par la crise.

* Forum du tiers monde